

Collectifs citoyens, ces bobos qui veulent changer la société

CITOYENNETÉ Une étude fait le portrait-robot de ces acteurs

- Une étude commandée par la Fondation Roi Baudouin a scruté les 249 collectifs citoyens créés en 2015-2016.
- Elle donne un profil type de ces groupes et de leurs membres.
- Ils sont majoritairement jeunes, actifs, très éduqués et engagés politiquement.

Dès l'entrée, de grands compartiments regorgent de fruits et légumes. Du coin, et de saison : cela va de soi. Un grand comptoir propose fromages et autres laitages tandis que quelques plats traiteurs attendent patiemment les gourmands de passage. Il suffit de se munir d'une assiette, de la peser avant de la garnir puis de passer en caisse pour payer, en fonction de son poids, sa part de quiche, sa salade de quinoa ou ses pâtes farcies aux champignons. Les consommateurs, ou plutôt, pour la plupart les « consom'acteurs » d'AgriCovert peuvent alors s'attabler dans un nouvel espace accueillant et confortable, entourés de livres. Au fond du bâtiment, au-delà des silos de pâtes, de riz et de muesli en vrac, l'atelier du boulanger, François Ote, entièrement vitré, s'offre au regard de tous.

La coopérative « AgriCovert », dont le siège est situé à Gembloux, mais qui a essaimé en divers lieux de Wallonie et de Bruxelles, a vu le jour il y a dix ans. Elle est née de l'initiative d'un citoyen qui travaillait dans le domaine de l'agriculture paysanne et qui rencontrait de nombreux producteurs et éleveurs en difficulté. « Les producteurs sont les premiers coopérateurs, ce sont eux qui gardent la maîtrise sur l'outil », explique Pia Monville, maraîchère. *Les consom'acteurs peuvent aussi prendre des parts dans la coopérative et s'impliquer dans les décisions. Enfin, il s'agit d'une coopérative à finalité sociale. En soutenant l'agriculture paysanne et familiale, évidemment, mais aussi en employant des personnes en réinsertion sociale.* Aujourd'hui, AgriCovert rassemble 35 producteurs, un millier de consom'acteurs et emploie une douzaine de salariés.

Autonomie et participation

AgriCovert fait donc partie de ces collectifs citoyens qui fleurissent depuis une dizaine d'années partout en Belgique. Rien qu'en 2015 et en 2016, une étude commandée par la Fondation Roi Baudouin en a recensé 249 nouvelles

créées. Réalisée par le think tank Oikos, qui scrute déjà les collectifs citoyens en Flandre depuis plusieurs années, l'étude offre pour la première fois à l'échelle de la Belgique une analyse de ces initiatives, de leur fonctionnement et un portrait-robot des gens qui les créent. Une photographie qui n'est donc pas exhaustive, mais qui donne un aperçu de la vitalité de ces nouveaux acteurs sociétaux. Leur caractéristique ? Voir le jour totalement indépendamment des pouvoirs publics et tenter de répondre à des problématiques sociétales peu rencontrées par les structures traditionnelles. Si, comme AgriCovert, ils reçoivent parfois ensuite des subsides (qui, dans le cas présent, ont permis l'acquisition du bâtiment), ils conservent leur autonomie et un fonctionnement qui leur est propre.

Comme le constatent les chercheurs du think tank Oikos, ces collectifs s'organisent de façon démocratique, recourant souvent à une gestion horizontale. Tous les membres s'investissent tant au niveau de la vision du projet que du fonctionnement quotidien, de la production de services, etc. « C'est aussi tout une aventure humaine, s'enthousiasme David Dupuis, coopérateur du côté des consommateurs. *On explore plein de choses comme la gouvernance participative, l'intelligence collective, etc. C'est très excitant d'être dans un combat où on crée des solutions. On dépasse l'indignation ! Je pense que quand on ne fait que protester, militer, on s'épuise. Même si, pour moi, ce projet est aussi de la militance, mais incarnée dans un projet concret. C'est une démonstration par l'exemple qu'un autre modèle est possible et qu'il est viable !* » Engagés politiquement, les citoyens ? C'est ce qui ressort de l'enquête, même si ce n'est pas si majoritaire (54 %). Lorsqu'ils entendent le résumé du profil type, Pia et David sourient. Lui est docteur en géographie, elle est romainiste. Tous deux sont trentenaires, actifs, plutôt classe moyenne.

D'une certaine façon, l'étude de la Fondation Roi Baudouin confirme

l'image préconçue qu'on peut avoir des personnes impliquées dans ces collectifs, admet Dirk Holemans, l'un des auteurs de l'étude : « *Les "first movers" sont effectivement souvent des gens avec un capital social et culturel important. C'est un des grands défis de ces collectifs à l'avenir : impliquer d'autres publics, moins favorisés.* »

« Verrou social » ?

Chez AgriCovert, la diversité sociale est un objectif important, notamment via l'engagement de personnes en réinsertion sociale. « *Même s'il subsiste une sorte de verrou social*, reconnaît David. *La démarche est sans doute moins facile pour des personnes qui viennent d'un milieu précarisé, en permanence matraqués par ces discours sur le prix le plus bas.* » La coopérative tente de capter de nouveaux publics, par exemple chez les étudiants, en se présentant une fois par semaine sur un marché à l'ULB. La recherche Oikos montre d'ailleurs qu'au niveau des tranches d'âge, les étudiants

et les seniors sont absents des collectifs.

S'ils continuent à se multiplier, les collectifs citoyens n'ont pour l'heure qu'un impact modeste sur la société qu'ils souhaitent rendre plus durable. Il n'empêche. Pour Dirk Holemans, « *ces collectifs créent des niches qui commencent déjà à influencer les secteurs traditionnels, comme des entreprises de distribution qui commercialisent du bio, du local.* » Surtout, par ces initiatives, les citoyens veulent aussi avoir leur mot à dire. « *On avait l'habitude d'aborder les grands défis sociétaux en regardant vers le gouvernement, les entreprises, les partenaires sociaux. Or, désormais, un nouvel acteur émerge. On retrouve de telles initiatives dans presque toutes les villes et villages de Belgique, sans réelle distinction entre les régions. La société et les politiques doivent tenir compte du message qu'envoient ces citoyens qui prennent les choses en main pour construire un avenir meilleur à leurs enfants. Et ils sont maintenant des milliers !* » ■

ELODIE BLOGIE

CRITÈRES

**Ce qu'est le collectif...
et ce qu'il n'est pas**

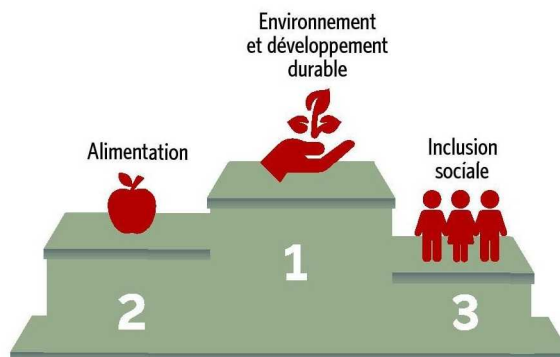
Pour recenser les collectifs citoyens créés en 2015 et 2016, les chercheurs du think tank Oikos ont établi une série de critères, au départ de définitions internationales reconnues.

- 1** Le collectif veut apporter une réponse à un besoin local. Il doit être structuré et s'efforce de produire des résultats à long terme. Des collectifs actifs pour une courte période, ou des groupes d'action qui mettent en place des mobilisations ponctuelles ne sont donc pas retenus. Les communautés Facebook non plus.
- 2** Le collectif doit émaner du citoyen et non des pouvoirs publics.
- 3** Les collectifs recensés par les chercheurs sont liés aux thématiques générales du développement durable, dans un sens à la fois écologique, économique et social. Les initiatives dans le domaine des loisirs ont donc été éliminées.
- 4** Les citoyens sont actifs eux-mêmes dans la production, la mise en œuvre du bien, du service ou de l'activité dont s'occupe le collectif. Les membres ont leur mot à dire sur la forme, l'organisation et la vision d'avenir du collectif. Ne sont pas considérés comme des collectifs citoyens des initiatives qui ont un faible degré de réciprocité, de participation ou de transparence ou des acteurs de l'économie numérique favorisant l'échange, sur les modèles d'Airbnb ou Uber, par exemple.
- 5** Ces critères n'excluent pas de faire appel à du personnel salarié ou de bénéficier du soutien d'entreprise ou des pouvoirs publics.
- 6** Les auteurs de l'étude ont effectué leurs recherches via des rapports, des magazines scientifiques et des réseaux de coopératives ou de collectifs. Ils ont mené des interviews avec quelques acteurs clés, comme des membres de la coopérative Agricovert. Sur les 249 collectifs créés en 2015-2016, 106 ont répondu à l'enquête.

E. BL.

**Domaines d'activités
des collectifs citoyens**

LE SOIR - 16.11.18

**Profil du citoyen engagé**Majoritairement
entre 26 et 45 ans**Travaille à temps plein ou à mi-temps**
pour 40% d'entre eux**86% sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur****Se dit engagé politiquement (54%)**
et plutôt marqué à gauche**A un revenu faible** (moins de 1.500 euros par mois)
à moyen (de 1.500 à 2.500 euros par mois)